

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'Amérique latine montre la voie à la gauche Française

Unité, redistribution des richesses et refondation démocratique

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 30 décembre 2009

Démocratie & Socialisme

Ces dernières semaines, l'Amérique latine était à nouveau au centre de l'actualité politique avec deux élections présidentielles importantes en Uruguay et en Bolivie. Depuis quelques années les victoires de la gauche se sont succédé dans ces pays ravagés par les dégâts du néolibéralisme et des politiques antisociales criminelles conduites par les institutions financières internationales : FMI, Banque Mondiale, OMC...

L'Amérique du Sud est un continent rebelle marqué par les grandes figures du libérateur Bolivar, du socialiste chilien assassiné Allende, du Che qui, avant de devenir une simple icône commerciale a fait souffler un vent d'espoir pour tous les exploités. Ces Etats gardent aussi en mémoire les innombrables luttes paysannes et ouvrières pour le partage des terres et la maîtrise des ressources minières, les difficiles combats contre les dictatures militaires des années 70 et 80... Tout cela a laissé des traces profondes dans la conscience de ces peuples politisés et désireux de défendre leurs intérêts contre l'impérialisme du puissant voisin Nord américain ! Les progrès de la gauche latino-américaine sont une brèche dans l'ordre néolibéral et sont autant de défis pour les possédants. Après l'échec cuisant des recettes libérales, les gauches latinos américaines ont dû s'atteler à la construction d'alternatives susceptibles de mobiliser les couches populaires et d'offrir un espoir pour les salariés et les paysans de ces Etats.

Partage des richesses et des terres, retour de la puissance publique dans les secteurs clés de l'économie, investissement massif dans l'éducation et la santé, refondation démocratique profonde, appui sur les mouvements sociaux, voilà quelques-uns des ingrédients du succès de la gauche au Venezuela puis au Brésil, en Argentine, en Bolivie, en Uruguay... Cet arc de forces progressistes constitue déjà une alternative aux projets impérialistes des Etats-Unis en mettant à l'ordre du jour l'unification politique, économique et sociale de toute l'Amérique latine enfin débarrassée de l'ombre étouffante des Yankees. C'est bien pour cette raison que la séquence politique ouverte par l'élection présidentielle uruguayenne revêt une importance considérable. Des consultations démocratiques suivaient immédiatement en Bolivie puis ce sera le cas au Chili et au Brésil fin 2010.

Les gouvernements de gauche vont-ils garder le soutien populaire dont ils bénéficient ? L'expérience progressiste qui allume dans nos coeurs les flammes de l'espoir va-t-elle continuer ? Dans une large mesure on peut d'ores et déjà répondre oui. Que ce soit en Équateur en avril dernier, puis en Uruguay le 29 novembre ou en Bolivie le 6 décembre, les urnes viennent de parler clairement : les masses veulent poursuivre et approfondir les processus à l'oeuvre et ne veulent surtout pas du retour de la droite libérale, corrompue et vendue aux grandes multinationales.

En Uruguay après cinq ans de gouvernement de gauche dirigé par Tabaré Vasquez, les électeurs viennent d'élire triomphalement l'ancien guérillero Pepe Mujica à la présidence. Ce pays marqué par des années de dictatures d'extrême droite est dirigé par la gauche pour la première fois de son histoire depuis 2004. Vasquez a augmenté les salaires et les petites retraites, lancé de grandes campagnes d'alphabétisation et stoppé les privatisations. Son successeur, leader de la coalition du Frente Amplio (dans laquelle toute la gauche s'est rassemblée), emprisonné de nombreuses années sous la dictature, a promis de poursuivre sur cette voie. Il a recueilli environ 52% des voix avec une participation de 90% ! Il a promis une lutte sans merci contre le chômage et la poursuite des politiques sociales tout en consolidant le lien avec les autres régimes progressistes du continent.

En Bolivie, Evo Morales, premier président indien du pays, a été réélu sans difficulté dès le premier tour avec plus de 60% des voix. Ancien syndicaliste paysan, Morales a su garder la confiance de sa base sociale dans cet État le plus pauvre d'Amérique du Sud marqué par les grandes luttes pour la maîtrise publique de l'eau en 2000 et du gaz en 2003 et par les combats acharnés des mineurs depuis la grande grève de 1952 en passant par les mouvements contre le dictateur Banzer.

L'arrivée au pouvoir du leader du MAS (mouvement pour le socialisme) en décembre 2005 a marqué une vraie rupture. Il a rendu sa dignité à tout un peuple composé majoritairement d'indiens, jusque-là relégués comme citoyen

de seconde zone, et dont les nouveaux droits sont consacrés dans une Constitution ratifiée par le peuple. La nationalisation des hydrocarbures en mai 2006 a permis de financer des programmes sociaux (les Bonos) et éducatifs. Avec l'aide des médecins cubains une ébauche de système public de santé a commencé à voir le jour mais il reste tellement à faire... Ces premières réformes ont entraîné une mobilisation violente de secteurs de l'oligarchie qui avait vendu le pays aux firmes transnationales et se trouvait affaiblie par cette politique nouvelle. La droite a tenté d'entraîner les provinces de Santa Cruz (dans l'est de la Bolivie) riches en hydrocarbures, et majoritairement blanches, à la sécession. Le président Morales, accusé par ces adversaires d'être un apprenti dictateur, a dû subir un référendum révocatoire, qu'il a largement remporté, à l'été 2008. Dans quel autre pays au monde l'opposition aurait-elle pu organiser à mi-mandat un référendum révocatoire contre le président en place ? Certainement pas en France ou aux Etats-Unis ! Morales devra poursuivre sa politique en l'approfondissant et en n'hésitant pas à s'appuyer sur le mouvement social et la mobilisation des masses qui lui donneront la force pour contrer la réaction de la droite libérale, des patrons et des grands propriétaires terriens ! N'ayant même pas recueillis 40%, ces différentes oppositions momentanément affaiblies n'hésiteront pas à employer tous les moyens pour déstabiliser le gouvernement de gauche.

Ces belles victoires dessinent en creux les faiblesses et les échecs patents de la gauche européenne et française et prouvent la pertinence d'une ligne de rupture et d'affrontement avec la mondialisation libérale. Ses gauches nous invitent à relever le drapeau de la solidarité internationale et de la République sociale pour refonder un socialisme émancipateur en Europe et dans notre pays !

Julien Guérin